

Briser le joug impérialiste des États-Unis sur le Venezuela

Non à la guerre de Trump contre le Venezuela - Soutenir le peuple vénézuélien contre l'hégémonie états-unienne



Depuis septembre 2025, les forces armées états-uniennes sous l'autorité du *United States Southern Command* conduisent une campagne militaire illégale dans les mers des Caraïbes et le Pacifique oriental, où elles ont mené au moins **28 frappes armées, causant plus de 100 morts recensés**. Ces exécutions extrajudiciaires de civils vénézuéliens, contraires à tous les dispositifs du droit international, constituent un usage illégal de la force et engagent la responsabilité pénale du secrétaire de la Défense américain, Pete Hegseth, pour des **faits qualifiables de crimes internationaux**.

En ce mois de décembre, les États-Unis ont procédé à la saisie de deux pétroliers transportant du pétrole brut vénézuélien, en application unilatérale de leurs sanctions économiques. Ces opérations illégales sont assurées par un déploiement militaire massif, inédit depuis l'invasion du Panama en 1990 : le *Southern Command* regroupe aujourd'hui environ 15 000 soldats et marins américains, 11 bâtiments de guerre comprenant un porte-avions nucléaire, plusieurs destroyers lance-missiles, croiseurs et navires amphibies, avions de chasses, drones, avions de patrouille maritime, ainsi qu'un sous-marin d'attaque nucléaire.

Ce déploiement, qui correspond à peu près à celui d'un conflit interétatique de haute intensité, n'a aucune proportion avec les objectifs officiellement invoqués de lutte contre le trafic de drogues ou des flux de migrations, et révèle en réalité l'objectif véritable de l'administration états-unienne : le changement de régime à Caracas. Car ces frappes illégales s'inscrivent dans le temps long de la politique de « **pression maximale** » **des États-Unis sur le régime de Nicolás Maduro**.

Depuis près d'une décennie, les sanctions contre les institutions publiques et leurs dirigeants, l'exclusion de l'État vénézuélien et de ses entreprises des marchés financiers internationaux, le blocage des transactions en dollars, l'embargo pétrolier contre la compagnie publique PDVSA, le gel et la saisie des actifs vénézuéliens à l'étranger, ainsi que les sanctions visant toute entreprise commerçant avec Caracas, ont privé le pays d'accès aux devises, entravé l'importation de biens essentiels et

désorganisé durablement ses circuits commerciaux, monétaires et industriels. Ce régime de sanctions a méthodiquement asphyxié l'économie vénézuélienne, entraînant l'effondrement de la monnaie, la dollarisation de l'économie, la dégradation des infrastructures, l'appauvrissement massif de la population et le délitement de l'appareil d'État.

Cette « pression maximale », accompagnée du soutien politique et financier aux opposants bourgeois à Nicolás Maduro, vise à créer les conditions d'un effondrement interne du régime. Elle produit en réalité l'effet inverse. L'aggravation des conditions économiques et la fragmentation politique et sociale ont renforcé la logique de coercition des administrations publiques et accentué l'autoritarisme de l'État, au détriment des mécanismes de légitimation populaire hérités du chavisme. L'inflexion autoritaire du régime de Nicolás Maduro est ainsi indissociable de la guerre économique conduite par les États-Unis.

Cette logique interventionniste accrue des États Unis au Venezuela s'inscrit en fait dans une dynamique plus large. La fin des grands principes ordonnateurs du libéralisme post-Guerre Froide entraîne la reconfiguration mondiale des zones d'influence. Cette fragmentation des espaces de domination conduit les États Unis à maximiser leur hégémonie au sein de leur propre « *silo d'impérialité* » occidental (voir Arnaud Orain, *Le Monde confisqué, le capitalisme de la finitude*, Éditions Flammarion, 2025). Une forme de retour de la « doctrine Monroe » ou, autrement dit, d'affirmation de leur contrôle sur leur pré-carré impérialiste historique. Ce retour de l'accaparement territorial s'observe ainsi également dans la reprise en main du canal de Panama par les États-Unis ou encore les velléités d'annexion du Groenland, voire du Canada.

Face à ce retour de la logique coloniale la plus brutale au XXI^e siècle, nous appelons à la levée immédiate de toutes les sanctions visant l'économie vénézuélienne, la cessation immédiate des frappes militaires et le retrait complet des forces états-uniennes de la région. Chaque victime de l'intervention du *Southern Command* doit être recensée et donner lieu à une instruction judiciaire, permettant la poursuite officielle des responsables.

Il faut également garantir l'accès du peuple vénézuélien à une assistance matérielle répondant à ses besoins réels, indépendante de toute condition politique et placée hors de tout dispositif de coercition.

Une fois ces conditions remplies, il faut encourager un processus politique populaire et souverain. Des élections libres ne pourront se tenir qu'une fois cette souveraineté restaurée hors de toute ingérence, accompagnées par des garanties démocratiques effectives pour le peuple vénézuélien.

Pour lutter contre le joug impérialiste d'aujourd'hui, il faut dénoncer la banalisation de la violence coloniale et refuser l'occultation des centaines de morts provoqués par la logique impérialiste états-unienne.

En réponse aux menaces de plus en plus imminentes d'une guerre ouverte contre le Venezuela, tous les travailleurs et les peuples du monde doivent se mobiliser pour l'empêcher. Les organisations du mouvement ouvrier et les associations démocratiques ont la responsabilité d'y œuvrer dans les plus brefs délais.

Marto Ferrant, le 25 décembre 2025